

Après une grève très suivie, le MEN annonce des recrutements pour faire...

6-7 minutes

Les syndicats de personnels de l'Éducation nationale étaient reçus en soirée du 13 janvier 2022 par Jean Castex et Jean-Michel Blanquer après la grève très suivie le même jour. Le gouvernement a annoncé le recrutement de 3 000 contractuels supplémentaires, de 1 500 AED et de 1 500 vacataires administratifs. Il s'est engagé à mettre à disposition 5 millions de masques FFP2 certains personnels. En outre, les évaluations de mi-CP vont être reportées et une réflexion va être menée sur la date des épreuves de spécialité du baccalauréat. De leur côté, des syndicats saluent des avancées.



Lors d'une réunion convoquée en urgence, jeudi 13 janvier en soirée après la grève très suivie par les personnels de l'Éducation nationale ([lire sur AEF info](#)), Jean Castex et Jean-Michel Blanquer ont annoncé plusieurs mesures répondant à certaines revendications des syndicats.

Ces derniers protestent contre la gestion de la crise sanitaire et dénoncent le manque de mesures pour assurer la sécurité des élèves et des personnels (la non-fourniture de masques chirurgicaux, le manque de capteurs de CO2, de tests...) ainsi que le non-recrutement d'enseignants, de CPE et d'AED supplémentaires pour assurer les remplacements.

Le ministre de l'Éducation nationale a présenté lors d'un point presse à la suite de la réunion, les décisions retenues.

3 000 contractuels et 1 500 AED

Tout d'abord, le recrutement de 3 000 contractuels supplémentaires jusqu'à la fin du semestre en ayant recours, lorsque cela est possible, aux listes complémentaires dans le 1er degré (celles-ci sont d'ores et déjà épuisées dans le second degré).

Néanmoins, ces 3 000 contractuels font partie des 6 000 déjà annoncés ces dernières semaines. Le MEN indique en effet que, sur ces 6 000, 3 000 ont déjà été recrutés, essentiellement "de courte durée". Mais MEN a pour objectif que les 3 000 supplémentaires restants soient recrutés sur un temps "plus long, sur la durée du semestre", à la fois sur le 1er et le 2nd degré, selon les besoins des territoires.

En outre, le gouvernement annonce le recrutement de 1 500 AED supplémentaires jusqu'à la fin de l'année scolaire dans le second degré.

Aussi, dans les circonscriptions, 1 500 vacataires administratifs supplémentaires seront recrutés pour appuyer les directeurs d'école. Les médiateurs de lutte anti covid seront "prolongés autant que nécessaire".

Par ailleurs, l'indemnité pour les personnels qui participent à l'accueil des enfants de soignants est reconduite, à hauteur de 75 euros par jour.

Les évaluations de mi-CP et le bac en réflexion

Sur les questions pédagogiques, les évaluations de mi-CP vont être reportées à une date qui "reste à définir". Concernant les épreuves de spécialité du baccalauréat, dont le Snes-FSU et l'Apes demandent le report en juin, le MEN souligne que "la question d'un report sera étudiée si la situation épidémique se maintient à ce niveau mais, dans tous les cas, une réflexion va être menée pour évoquer la question". Le ministre veut notamment consulter les organisations syndicales et le CNVL. Le comité de suivi de la réforme du lycée devrait prochainement se pencher sur la question.

Concernant le pan de la protection sanitaire, le gouvernement assure que "la logistique est en route pour la livraison de 70 millions de masques chirurgicaux et devraient arriver d'ici fin janvier dans les structures scolaires". En outre, Jean Castex s'est engagé à mettre à disposition 5 millions de masques FFP2 aux personnels volontaires qui "en ont besoin". Jean-Michel Blanquer cite notamment les professeurs de maternelle qui ont des élèves sans masque et les AESH.

Enfin, concernant la méthode et la communication gouvernementale, Jean Castex a exprimé son souhait "d'un meilleur chainage entre les décisions et leur mise en œuvre" et s'est engagé à améliorer la méthode.

Aussi, il a été acté que lors des temps de consultation entre le MEN et les syndicats pourront être présents des représentants du ministre de la Santé et les autorités de Santé pour donner les éclairages nécessaires sur la situation sanitaire. "Il y aura une réunion bi-mensuelle avec les OS, le ministère de la Santé et le MEN", précise Jean-Michel Blanquer. Aussi, des temps de concertation auront désormais lieu dans les départements et académies.

"C'est important de partager l'information le plus directement possible. Cela permettra aussi de comprendre pourquoi des décisions doivent parfois subir des adaptations, et parfois très rapidement. Ce travail d'explication est nécessaire", souligne le ministre.

Plus globalement, Jean-Michel Blanquer juge que la rencontre avec les OS ce jeudi a été "un moment important après cette journée de forte mobilisation dont nous avons compris les tenants et les aboutissants". "Il y a une fatigue par rapport à la crise", souligne le ministre, qui juge que "la réunion a été utile aussi bien sur le plan du climat que sur le plan des mesures concrètes qui en résultent".

Les syndicats saluent des avancées

Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU, a salué "quelques réponses concrètes à nos revendications" mais souligne qu'il y a déjà des difficultés à recruter des contractuels.

Sophie Vénéitay, secrétaire générale du Snes-FSU, reconnaît avoir "senti une volonté de nous expliquer des choses" et "des engagements pris sur la méthode et la communication".

Néanmoins, elle prévient qu'elle "jugera sur pièce".

Sophie Vénéitay a en outre indiqué avoir "insisté sur la colère" qui régnait dans les rangs des manifestants. "À la fois sur la

méthode, avec une communication confuse, de dernière minute et qui n'est pas adressée directement aux personnels, mais aussi avec le sentiment de ne pas être suffisamment protégé alors qu'on parle de raz de marée, de 5e vague", a-t-elle poursuivi.

Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, a lui salué "l'annonce de réunions bimensuelles avec la Santé" et des réunions régulières "en territoire".